



CGT FINANCES PUBLIQUES De la GIRONDE

cgt.drifip33@dgfip.finances.gouv.fr

12° étage, Tour A Cité administrative
Boite 85 - 33 090 Bordeaux cedex
☎ 06 48 76 37 69

Casse du Service Public, on n'en veut pas !

Alors qu'en juin 2019, les services de Bercy envoyaient à l'ensemble des rédactions de presse régionales et nationales, les cartes 2019/2022 de la déconcentration de proximité, un communiqué vantait l'augmentation « des points de contacts » de la DGFIP à l'horizon 2022.

Présenté comme la solution ultime au recul massif des services publics, ce dispositif, même s'il limite la casse, masque mal le désengagement de l'État.

Après des décennies de recul massif des services publics sur l'ensemble du territoire, le sujet est devenu brûlant. Il est même devenu une des préoccupations majeures des Français, exprimée notamment par le mouvement des gilets jaunes et lors du grand débat qui avait suivi. L'État a donc sorti de son chapeau, en avril 2019, les « maisons France Service », présentées par Emmanuel Macron comme la réponse idéale aux besoins de service public et au retour de l'État dans les territoires laissés à l'abandon, notamment ruraux. L'objectif, selon le président de la République : « Que dans chaque canton, on puisse avoir un lieu où serait regroupé l'accueil pour le public des services de l'État. » Mais les maisons des services au public (MSAP), comme les cyber bases, les Espaces France Services (EFS), etc, donnent l'illusion d'un renforcement des services publics, mais cachent une conception bien pauvre de ces derniers. Souvent, ces points de contact sont un ordinateur sur lequel un agent accompagne les usagers, sans analyse des problèmes de celui-ci.

DESTRUCTION du maillage territorial actuel de la DGFIP qui permet un accueil généraliste tout au long de la semaine. En effet, le plan prévoit la suppression de 20 trésoreries sur le département ainsi que des fusions de services des impôts des particuliers et des entreprises.

PROPAGANDE parce que les cartes présentent une multiplicité d'« accueils de proximité » qui sont censés remplacer les trésoreries qui remplissaient un ensemble des missions dont celle essentielle de guichet de proximité ouvert à la population toute la semaine.

Or la Directrice régionale des Finances publiques reconnaît que **moins d'une dizaine de ses agents seront présents dans ces accueils**. Il s'agira d'accueil en visio avec une connexion Skype sur une tablette située en mairie ou d'animateurs formés à un accueil de premier niveau. Le tout financé par les collectivités locales !

Ces accueils de proximité ne consisteront qu'en une simple permanence mensuelle ou hebdomadaire et ne traiteront pas l'ensemble des demandes des usagers. Ils ne serviront que de « boîtes aux lettres », en transmettant la demande au service gestionnaire concerné.

Les « conseillers aux décideurs locaux » ne seront ni plus ni moins que des anciens comptables

devenus VRP qui se déplaceront sur rendez-vous lorsque le conseil n'aura pas pu être apporté par mail ou par téléphone. Il n'est prévu que 24 conseillers pour tout le département ! 24 conseillers pour aider à la constitution des plus de 2200 budgets, faire des analyses financières, etc pour toutes les communes, communautés de communes, syndicats, etc de la Gironde !

Et pour les quelques antennes promises aux élus locaux afin de calmer la grogne, elles ne seront mises en place que jusqu'en 2026 avant de fermer elles aussi.

Comment rendre un service de qualité aux élus et aux usagers dans de telles conditions ? Comment être assuré d'obtenir une réponse ou même un rendez-vous en fonction des besoins ?

Laisser faire... c'est assurer à vos citoyens un casse-tête administratif et parcourir des kilomètres pour accéder à un service des finances. Laisser faire ces transferts de services, c'est aussi assurer aux agents des finances publiques des parcours journaliers de transports pour se rendre dans leurs nouveaux services, se croisant les uns les autres, à l'heure où l'on prend enfin conscience de l'urgence écologique !

Bercy met en avant le tout numérique mais c'est faire insulte aux personnes précaires, aux personnes âgées, aux habitants des zones blanches et aux adeptes des rapports humains qui poussent les portes chaque jours des services publics de la DGFIP, de la Douane, etc et qui refusent de voir disparaître ces services.

La CGT ne cautionnera et n'accompagnera jamais des projets qui pourraient mettre à mal notre administration et qui n'auront pour but final que la suppression massive d'emploi. La CGT combat et refuse le plan de réforme appelé « Nouveau Réseau de Proximité » (NRP) de notre administration au détriment du service public.

Nous vous invitons à nous rencontrer si vous le désirez pour évoquer plus en détail les problématiques de cette réforme.

Nous vous invitons à combattre à nos côtés le NRP, pour vous, pour vos concitoyens, pour tous les usagers que nous sommes afin de remettre sur nos territoires des services publics gratuits de qualité et de proximité en prenant des motions et par tous les moyens qui vous sont offerts.